VOL. LIV — SAINT-BONIFACE, MANITOBA, 29 AVRIL 1925 — No 23

ABONNEMENTS

Canada, par année $1.00
Etats-Unis, par année 1.50
Europe, par année 2.50

Tarif des Annonces

Par pouce ——————50 sous

ANNONCE LEGALES
1ère insertion, par ligne ....12 sous
Chaque insertion subséquente 8 sous

N. B.—Les annonces de naissances, mariages et sépultures seront insérées au taux de 25 sous chacune. Petites annonces, 50 sous.

LE MANITOBA

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

L[illegible] ANITOBA
[illegible] JE ET IMPRIMÉ
TO[illegible] S MERCREDIS

Toutes [illegible] unications concernant le journa[illegible] nprimerie devront être adressées

Le Manitoba
Publié par A. GAUVIN

42, Avenue Provencher
SAINT-BONIFACE - MANITOBA
Téléphone : 1235

LA COUPE A DEBORDE ET LA BATAILLE COMMENCE

Vous souvient-il encore des débuts idylliques du ministère Herriot? C'était, nous disait-on, le retour à l'âge d'or.... La France meurtrie allait enfin connaitre une ère de confiance immédiate et de prospérité inouïe. Le prix de la vie allait baisser, le franc allait monter, les impôts diminuer. Le règne de la liberté intégrale et fraternelle allait enchanter le pays. L'Angleterre allait signer un traité d'alliance avec nous. Quant à l'Allemagne, tranquillisée par notre évolution pacifiste, elle allait se livrer aux joies insouciantes de la démocratie.

Vous croyez que nous exagérons? Relisez la presse du Cartel, d'avril à juillet 1924.

C'est à l'oeuvre qu'on juge l'ouvrier, affirmait la sagesse de nos pères. A son oeuvre, jugeons donc l'ouvrier Herriot.

Les dernières élections allemandes ont envoyé au Reichstag une majorité qui professe ouvertement la nécessité d'une guerre de revanche. Hier, la nation tout entière devait désigner un candidat pour la présidence de la République: le général Von Hindenburg arrive en tête, de très loin. Or, le programme: "Voter pour lui, disaient les affiches, c'est voter pour la mort du Français".

L'appui de l'Angleterre? Nous savons ce qu'il est advenu, à Genève, de la billevesée Herriot-McDonald.

Le prix de la vie, le cours du franc? L'un monte, l'autre baisse. La situation de la trésorerie devient désespérée: l'Etat, comme un fils de famille prodigue, escompte par avance ses rentrées et prépare ainsi des mois sans recettes. Comment pourra-t-il alors payer les rentiers, les retraités, les fonctionnaires, les pensionnés de guerre?

Au prix de notre sécurité et de notre ruine, est-ce que nous jouissons au moins d'une heure fugitive de bonheur, de prospérité, d'insouciance? Sommes-nous comme le prodigue qui se prépare de dures épreuves, mais qui jouit tout au moins de la vie durant les folles années de la jeunesse, ou pareils au morphinomane qui glisse, sans presque s'en apercevoir, vers la mort prochaine, bercé par un rêve euphorique?

Pas même hélas! Et les heures de folie où nous gaspillons l'avenir sont pour nous des heures de lutte, d'amertume et d'angoisse. Nous ne sommes pas le joyeux passant d'ici-bas qui regarde fuir sous ses yeux le rivage enchanté de la vie. Nous sommes condamnés à une bataille constante, et notre existence est pareille à celle du mercenaire qui compte ses jours par ses travaux.

M. Herriot devait nous apporter la paix, la quiétude, la confiance, la prospérité. Or, a-t-on jamais vu pareilles luttes déchirer la France?

C'est l'Alsace et la Lorraine qui viennent proclamer solennellement, par la voix de leurs représentants, que si le gouvernement de la République poursuit envers elles sa politique de brimades, c'en sera fait bientôt de la cause française dans nos chères provinces recouvrées. C'est, dans tout le pays, d'immenses masses, hier indifférentes, dressées pour la défense de la liberté religieuse. C'est enfin la jeunesse des écoles en pleine révolte contre un gouvernement qui prétend lui imposer par la force, au mépris de tout droit, un professeur politicien. La coupe est pleine et la lutte est commencée. Ecoutez la fusillade crépiter déjà dans les rues de Paris, entre le gouvernement des capitulards et les parties saines de la nation! Assez de mépris et de dégoût craché à la face du Cartel. Le signal du redressement national a retenti et dans le coeur des vrais Français sont nées les plus belles espérances.

NOUVELLES DE FRANCE

Question Sénatoriale

L'élection sénatoriale de la Seine a eu lieu et le succès de M. Millerand a présenté une importance politique de tout premier ordre.

M. Millerand a été élu et a eu pour lui tous les partisans de la République nationale, tous ceux qui, ne fixant aucune limite au progrès social, veulent barrer la route à la Révolution, semeuse de ruines publiques et privées.

M. Millerand incarne la politique de la victoire et de l'union nationale; ses adversaires, eux, se font les défenseurs, les soutiens du défaitisme, ils sont les prisonniers serviles des communistes, des socialites internationaux et les promoteurs de la guerre civile.

Pour le ministère des Gauches fût-il présidé par M. Painlevé et aménagé du traitre Caillaux, l'élection du chef de la Ligue républicaine nationale a été un dur échec. Aussi avait-il tout mis en oeuvre pour barrer la route du Sénat à l'ancien Président de la République. N'a-t-il pas été jusqu'à susciter la candidature de M. Autrand, qui, le [illegible] novembre 1920, comme préfet de la Seine, adressait à l'Hôtel de Ville de Paris les paroles suivantes à celui qu'il combattait hier: [illegible]

Monsieur le Président,

Appartenant au peuple parisien par vos origines, vous avez, dès votre jeunesse, compris ses aspirations fondamentales, embrassé sa foi dans le relèvement définitif de la patrie, dans l'avenir radieux de la République.

Appelé au pouvoir, vous y avez aidé, dans sa tâche, un grand homme d'Etat, Waldeck-Rousseau. Vous vous êtes consacré aussitôt à une entreprise qui devait porter si loin le renom de l'activité française. L'Exposition universelle de 1900, cette fille de votre labeur, a, par son succès splendide, fixé sur Paris les regards du monde émerveillé.

Puis votre action s'est tournée vers des fins plus durables. Pénétré de ce que l'équité commandait pour améliorer le sort des travailleurs, vous avez résolu d'édifier une législation qui concilierait notre organisation économique avec le maintien de la paix civile. Dans l'institution des syndicats, créés por le génie clairvoyant de l'auteur de la loi de 1884, vous avez vu la pierre angulaire d'un régime où les intérêts des ouvriers et des patrons, au lieu de s'opposer dans des conditions funestes, pouvaient se fondre dans un harmonieux accord.

Vos actes au gouvernement ou à la Chambre des députés, les réformes dont vous avez été l'instigateur ont traduit votre persévérance à résoudre les problèmes sociaux par une méthode d'entente, de pacification et de fermeté. Dans cette oeuvre salutaire, vous avez été soutenu non seulement par l'ascendant de votre caractère et le prestige de votre parole, mais par l'appui moral de Paris. En aidant à mettre dans les lois du travail plus de générosité, plus de justice, vous répondiez aux voeux intimes de la Ville laborieuse.

Un jour devait venir où, dans des circonstances émouvantes, cette union étroite entre votre âme et celle de Paris allait se révéler sous la forme la plus élevée. Nous laisserons ici parler un mort, notre glorieux Galliéni, si bien qualifié pour désigner à la reconnaissance publique les bons serviteurs de la Patrie sauvée. Nous rappellerons le vibrant témoignage qu'il vous a rendu, aux acclamations du Parlement, en attestant votre calme souverain quand vous lui demandiez les instructions décisives. Dans ce colloque à l'heure solennelle où le gouvernement militaire que mémorable, tenu le 1er septembre 1914 à votre cabinet du ministère de la guerre, vous avez fait à Galliéni la réponse qu'il attendait avec une patriotique angoisse: "Il faut défendre Paris à outrance. Prenez toutes les responsabilités. Je vous couvre". Par ce mot d'ordre, d'une beauté sereine, vous libériez la capitale du reproche affreux qui aurait pu peser sur elle devant l'Histoire, de n'avoir pas mis au-dessus de tout, la sauvegarde de son honneur.

De tels souvenirs ont achevé de rendre indestructibles la confiance et l'affection de vos concitoyens. Mais ces sentiments n'ont rien d'égoïste. Et lorsque vous avez cessé d'être exclusivement son représentant, Paris s'est réjoui en songeant à ce que vous faisiez pour le pays. Il a applaudi au succès de votre sage administration en Alsace et en Lorraine, où vous avez conquis les coeurs et laissé de votre passage une marque ineffaçable. Et, plus tard, quand le gouvernement dont vous étiez le chef a dû faire face, au-dedans comme au-dehors, à de graves difficultés sans cesse renaissantes, l'opinion parisienne a rendu hommage à l'esprit de clarté, à la forte résolution avec lesquels vous avez discerné et suivi la voie la plus conforme aux intérêts de la France.

* * *

Lorsqu'un gouvernement s'abaisse à prendre pour complice un converti d'aussi fraiche date, c'est qu'il est aux abois, c'est que vomi, renié par tous les honnêtes gens, il doit s'adresser, pour assouvir sa haine, à un renégat!

Un régime qui inquiète les croyances, menace les intérêts et dresse les bons citoyens les uns contre les autres; un gouvernement dont toutes les promesses, depuis la paix claironnée avec tant de suffisance en juillet dernier, jusqu'au respect de la propriété, ont été ou sont sur le point d'être trahies, ce régime a beau faire l'hypocrite, on ne peut plus ni le croire ni le craindre.

Quant à présent et à défaut d'une dissolution devenue nécessaire, et qui lui permettrait de recouvrer son indépendance extérieure, le pays manifestera, chaque fois qu'il le pourra, sa réprobation pour une politique dont il sent maintenant tout le danger, et l'élection sénatoriale de la Seine est à cet égard des plus symptomatiques. Le succès de M. Millerand est le grand signal du redressement national que les élections du 3 mai viendront compléter.

J. L.

LA GRANDE OFFENSIVE PROTECTIONNISTE

("Le Matin", Montréal)

Une importante et enthousiaste assemblée conservatrice a eu lieu mercredi soir, rue Mont-Royal Est dans le quartier Delorimier. Une foule nombreuse n'a pas ménagé ses applaudissements aux orateurs.

D'importantes déclarations ont été faites par MM. l'hon. Monty, F. Desrochers et Armand Lavergne. L'ancien collègue de l'hon. M. Meighen nous a fait des promesses au nom de son chef; M. Desrochers nous a affirmé qu'un député libéral concédait 15 sièges dans la province de Québec aux conservateurs dans le prochain parlement, et enfin Armand Lavergne a promis que la ville de Québec enverrait aux élections prochaines trois députés conservateurs à Ottawa.

L'assemblée était présidée par M. J.-B. Séguin.

M. J.-H.-A. Lavoie

L'orateur nous annonce les motifs de sa présence, il représente la jeunesse conservatrice, cette jeunesse qui a compris qu'elle avait un devoir à remplir vis-à-vis du pays, devoir qui consiste à éclairer l'opinion publique de façon à ce que chaque homme puisse recevoir ce qui lui est dû pour pouvoir vivre et faire vivre sa famille.

Je suis un ouvrier des usines Angus du C. P. R., et je revendique les droits des ouvriers.

En 1921, on a capté les suffrages des électeurs par une campagne de préjugés et de mensonges; on représentait l'hon. M. Meighen comme un homme aux mains teintées de sang, comme un insulteur des Canadiens-français. Mais il y a deux semaines un jeune orateur de Québec qui met ses talentueuses paroles au service de la bonne cause, nous a dit: "Si ces choses sont vraies, comment se fait-il que pas un seul de nos 65 députés qui siègent à Ottawa et qui ont colporté ces affirmations aux quatre coins de la province pendant la lutte électorale, comment se fait-il que pas un seul ne s'est levé en Chambre pour répéter ces paroles? Les libérâtres qui sont au pouvoir à Ottawa promettaient bien des choses pendant la lutte: dans le Québec ils annonçaient la protection, dans Ontario le statu quo, dans l'Ouest le libre-échange et dans les Provinces maritimes la réciprocité.

Depuis deux ans 2,800 industries ont fermé leurs portes dont 1,200 depuis le dernier budget.

La préférence britannique et l'abaissement des droits d'entrée ont fait fermer les manufactures de chaussures, jetant les ouvriers, dont 60 pour cent de la province de Québec, dans les rangs des sans-travail.

Les ouvriers, en 1923, ont demandé de relever la préférence britannique de 15 à 25 pour cent et une demande de 25,000 ouvriers, pour relever les barrières douanières, a été adressée également à l'hon. M. King qui a refusé dans les deux cas.

Les chemins de fer, on voulait s'en débarrasser, les vendre pour un écu même et qu'a-t-on vu? On achète le Vermont Central, le chemin de fer d'Inverness, celui de la Gaspésie.

Nous sommes sans ouvrage, et le directeur de nos chemins de fer traverse la frontière pour donner aux Etats-Unis une commande de 2,600 wagons. C'est un crime. Le gouvernement se moque des ouvriers.

Les affaires vont mal. M. Beatty, président du C. P. R. le disait au jour d el'An à Québec. Nous avons été obligés de congédier certains employés, et si nous sommes dans la même obligation, je demande d'être appuyé.

Ici, une immense ovation et des acclamations interrompent l'orateur. M. Armand Lavergne fait son entrée. L'orateur aimé des foules avait eu un léger retard et grand était le désappointement général de ne pas le voir à l'ouverture de l'assemblée; aussi l'enthousiasme fut-il considérable en le voyant paraitre.

M. Lavoie reprend ensuite son discours. Le gérant général et le président de la Banque de Montréal disent tous deux dans leur rapport que les dépôts d'épargne ont considérablement diminué à cause de l'abaissement du tarif qui a fait fermer les industries.

En Nouvelle-Ecosse, le gouvernement ne veut pas s'occuper des souffrances des mineurs et il rejette la chose sur les épaules du gouvernement provincial qui lui la repasse aux municipalités; dans la Colombie Anglaise, un jaune fait l'ouvrage de quatre blancs, et dans l'empaquetage du saumon on emploie des jeunes femmes japonaises parfois ayant un enfant de trois semaines attaché dans le dos.

Le gouvernement ramasse les résidus de Londres, paie leur passage et leur chemin de fer et leur remet 80 dollars. Les nôtres, le gouvernement les ignore, aussi ils s'en vont.

Le R. P. Dupré, missionnaire colonisateur, écrivait au gouvernement: "Depuis deux ans 250,000 des nôtres sont partis; vous dites que 1,000 reviennent par mois; admettons-le, il en revient 1,000 et il en repart 10,000".

L'hon. M. Monty nous parlait des commissions nommées par M. King; le "Canada" a riposté en parlant de celles nommées par les conservateurs.

Or, à une demande du Dr Manion le gouvernement répondait que de 1911 à 1921, il y eut 57 commissions ayant coûté $755,035, soit en moyenne chacune $13,256.25, et de 1921 à 1924, 14 commissions au prix de $571,460, soit

(A suivre en page 2)

"MA RESPONSABILITE FINIT AVEC MON RAPPORT"

—Ma responsabilité finit avec mon rappart.

Qui parle ainsi? Un capitaine de cavalerie anglaise pendant la guerre du Transvaal. Il a été envoyé en éclaireur avec son escadron. Il a trouvé les Boers installés sur une position où on ne les attendait paps. Cette surprise contrarie tous les plans du commandement. Au retour, comme il rend compte de sa mission, il est fort mal accueilli. C'est alors qu'il prend congé du grand chef ppar ces mots: — Ma responsabilité finit avec mon rapport.... Ceci est tiré de l'un des contes de Kpling qui suent la vérité: le Chemin qu'il prit, publié récemment par la Revue de Paris.

Ce petit capitaine obéira, si le grand chef, malgré son rapport, ordonne la marche en avant. Mais la responsabilité du grand chef commence, elle, exactement où finit celle du subalterne. Elle commence avec le rapport. Quand il sait, il exécute. Il semble que depuis la guerre les responsabilités d'en haut, les civiles comme les militaires, désireraient fort de s'en tenir à des notes ou à des rapports et se contenteraient de pouvoir dire un jour:

—J'avais prévu.....

C'est là une notion erronée du principe d'autorité, de ce principe d'autorité aujourd'hui remis en cause et sans lequel aucune société n'est possible comme aucune armée.

Il faut d'abord être renseigné, et c'est l'affaire des rapports. Ils ont sans doute recueilli les traces de cette inquiétude d'un peupie qui a souffert assez de maux de la guerre et les a supportés assez bien pour souhaiter d'être rassuré sur l'avenir. Leur information est sans doute plus complète que celles que nous pouvons avoir nous-mêmes, nous qui avons suivi non sans tristesse la série des articles documentés et angoissants publiés ici même et l'étude volontairement mesurée du lieutenant Reboul dans la "Revue des Deux Mondes" sur la situation et l'état d'esprit de nos officiers, sous-officiers et soldats. Etat d'esprit qu'il faudrait étendre aux mutilés et aux veuves de guerre dont les pensions ne correspondent plus à cette cherté écrasante de la vie que l'on ne pourra enrayer que par la surveillance des intermédiaires de confiance dans le crédit de la France, confiance intimement liée à la paix intérieure. Si nous ignorons du moins dans ces détails, le rapport de la commission de contrôle des armements allemands, nous lisons non sans anxiété les récits des voyageurs qui viennent d'outre-Rhin, et par exemple ces terribles notes sur "L'Allemagne telle que je viens de la voir", qu'a publiées M. de Granvilliers dans la "Revue de France". M. de Granvilliers a trouvé une Allemagne quasi unanime sur le rejet du Traité de Versailles et la volonté de reprendre son rang en Europe: son rang? le premier.

A l'abri d'une armée de cadres, l'Allemagne s'est refait des troupes. Si l'Angleterre n'en prend guère ombrage, ne serait-ce point qu'elle aperçoit dans le triomphe de l'organisation et de la discipline un rempart contre le bolchévisme dont elle redoute avec raison le danger dans ses colonies et sur son territoire, et qui parait être la préoccupation principale de M. Chamberlain? Mais nous-mêmes? Avons-nous tiré de la dernière guerre les enseignements suffisants? Elle exigea peu à peu la mobilisation de chacun à sa place, c'est-à-dire la place où il pouvait rendre le plus de services. Il est [illegible] croire que la mobilisation [illegible] vue tiendrait compte d'un [illegible]

Il ne faut pas nous faire [illegible]

(A suivre en page 2)

LA GRANDE OFFENSIVE PROTECTIONNISTE

(Suite de la Page 1)

en moyenne chacune $40,818.57, plus que trois fois plus cher.

Nous continuerons à aller au peuple et à lui exposer la situation. L'hon. M. Fauteux, M. Lavergne sont des hommes droits, justes et honnêtes.

L'hon. M. King représente l'hypocrisie, la fraude et le mensonge.

L'hon. M. Meighen est la franchise et nous vous demandons d'envoyer au Parlement des hommes de courage.

M. Félix Desrochers, avocat

Il a fait ses débuts dans un débat contradictoire en 1908.

L'hon. M. Monty, c'est là qu'il a appris à le connaitre et à l'estimer.

Le "Canada" se scandalise de ce que les "bleus" font des assemblées. Quant aux rouges ils font des banquets. L'argent de ces banquets ne serait-il pas mieux de le dépenser pour les sans-travail. Les rouges quand ils ont le ventre plein ne s'occupent pas si les autres l'ont creux. Mais gare à 'indigestion qui peut suivre ces banquets. Comme citoyens libres nous avons le droit d'exposer nos idées pour que les électeurs puissent réfléchir.

Avant 1911 les libéraux allaient clamant: Quand ça va mal c'est la faute au gouvernement. M. D.-A. Lafortune disait: Braves électeurs, si vos granges sont couvertes en bardeaux à qui le devez-vous? au gouvernement: si vos femmes ont les vêtements nécessaires, vous le devez au gouvernement; si la pluie tombe pour l'avancement de vos récoltes, c'est encore le gouvernement qui en est la cause, etc., etc. Nous pouvons entonner la même litanie:

S'il y a 2,800 usines fermées, c'est la faute au gouvernement; si les salaires baissent, si les faillites augmentent, (d'après M. Murdock, ministre des sans-travail); si les cultivateurs émigrent aux Etats-Unis; si le foin ne se vend pas; si la chaussure est dans le marasme; si les textiles sont dans la même situation; si les taxes restent; si la dette augmente; si le glas de la protection a sonné, c'est la faute au gouvernement.

Tout est en déficit: totum deficit, comme dit le psalmiste; moutons de Québec, débarrassez-nous de votre présence.

Il y a ce soir un banquet à M. Cardin et le "Canada" a l'outrecuidance de dire que c'est le banquet offert par les travailleurs. Et c'est la classe ouvrière qui a le plus souffert. Je me demonde dans quel temps nous vivons de voir un peuple assez partisan pour ne pas avoir le courage de se relever.

Le gouvernement est entrainé sans savoir où il va. Il me fait penser à l'habitant qui avait saisi par la queue son boeuf évadé et que celui-ci entrainait dans une course folle: Où vas-tu? lui demande un ami. Demande-le au boeuf, fut la réponse. Le gouvernement pourrait dire de même: Demande au boeuf où je vais, c'est-à-dire demande-le à l'intérêt actuel du parti sans vision du lendemain, et aux exigences des progressistes.

L'orateur passe ensuite au trust de l'électricité de la Shawinigan qui comme une pieuvre gigantesque dont les tentacules enserrent toute la province est en train de sucer le meilleur de nos ressources.

Il cite le nom des compagnies formant le trust et parle de la loi votée par King contre les trusts et pas mise en pratique. Pourquoi? parce que trustards sont les bailleurs de fonds de la caisse électorale.

L'orateur parle ensuite de la langue française, montre combien elle a souffert dans ses droits et ses prérogatives de la part des libéraux qui s'intitulent ses vrais défenseurs. C'est un rouge, le bouvier Greenway qui a supprimé les droits du français au Manitoba, c'est un rouge qui refusa d'aider un bleu Sir Charles Tupper à faire un bill remédiateur, c'est un rouge, Norris, qui supprima le reste de nos droits au Manitoba, c'est un rouge, Alexandre Taschereau qui le félicita. Les journaux de la crèche ne nous parlent pas de cela; mais si un bleu fait un règlement non pas pour supprimer la langue mais pour

(A suivre en page 4)

"MA RESPONSABILITE FINIT AVEC MON RAPPORT"

(Suite de la page 1)

sions: la guerre a été gagnée par l'effort de tous — du soldat qui a du montrer, pendant ces noires années une force de résistance et un esprit de sacrifice jusque-là sans exemple; du service d'état-major qui a réalisé sans relâche l'organisation la plus compliquée et la plus indispensable au succès, et il faut être aveugle pour ne pas lui rendre hommage; du commandement qui a répondu aux plus tragiques circonstances et pris ses responsabilités avec l'énergie et la valeur attendues; du pays enfin qui a supporté l'occupation, la menace, l'angoisse avec une force morale dont je ne vois pas l'équivalent en Allemagne, celle-ci ayant levé les mains dès l'approche de l'invasion. Tout cela, on ne saurait le répéter. Mais à côté des rouges véridiques, il y a une contrepartie. Nous avons gagné la guerre, mais à quel prix? Elle nous a coûté plus cher, en dépenses, et aussi, hélas, en hommes, qu'elle n'a coûté proportionnellement à l'Allemagne. Nous ne pouvons aujourd'hui plus rien gaspiller. Pour ne rien gaspiller, il faut précisément une organisation et une discipline rigoureuses. Et il faut une préparation matérielle et humaine exacte et solide ensemble.

Une préparation humaine: aurait-on déjà oublié cette tâche de réfection morale qui fut l'oeuvre du haut commandement lors des troubles de juin 1917? Il visita alors chaque division. Il s'adressait aux hommes, il redonnait confiance aux hommes. Aujourd'hui, il a affaire à des jeunes gens qui n'ont pas fait la guerre et qui même, en ont à peine entendu parler. Car il s'est produit ce phénomène unique dans l'histoire: loin de se vanter, les anciens combattants, qui ont subi plus d'averses que tous leurs prédécesseurs aux armées, en parlent à peine à leurs foyers, comme s'ils fuyaient de trop douloureux souvenirs et même, si l'on n'y prend pas garde bien des traits et des exemples d'héroisme vont disparaitre, qui nous appauvriront et ce n'est pas la formidable compilation de la section historique, réduite aux rapports, qui comblera ce vide. Parle-t-on aux nouvelles recrues de ce glorieux passé? Leur en résume-t-on les leçons? Leur en communi-

(A suivre en page 3)

"MA RESPONSABILITE FINIT AVEC MON RAPPORT"

(Suite de la page 2)

que-t-on la fierté? Le corps d'officiers et de sous-officiers, pour suffire à une tâche si lourde, a besoin d'être encouragé. Il a besoin d'être encouragé directement, d'être visité par les chefs. Il doit les voir de près. Ces grands noms que nous admirons, est-ce assez de les porter?

La gloire d'un savant, d'un écrivain, d'un artiste est personnelle. La gloire d'un grand général est différente. Elle ne s'adresse qu'à lui. Elle contient, avec lui tous ceux qui ont contribué à ses victoires et spécialement ses hommes. Par cela même, elle est plus vaste, plus étendue. Mais elle oblige aussi davantage. Elle ne permet pas l'égoisme. Elle n'autorise pas la tour d'ivoire. Elle appartient à tous. Dans les lettres d'un admirable officier de réserve tué à l'Hartmann, le capitaine Belmont, je cueille cette page: "Vraiment, j'éprouve souvent pour mes hommes une admiration profonde en considérant le mérite qu'ils ont à mener, sans se plaindre, loin de leurs foyers, et de leurs familles, cette existence humble, effacée, presque impersonnelle, à accepter sans révolte et même avec bonne humeur d'être les véritables instruments de la victoire, tout en restant dans l'ombre et dans l'oubli". Ces hommes-là, et leurs descendants, attendent qu'on leur parle. Ils en ont besoin. Il faut qu'ils respirent une atmosphère de fierté, de noblesse, de grandeur française, de confiance. De confiance: cette confiance dont les cadres, les troupes et le pays ont également besoin, s'adresse à tous ceux dont la responsabilité commence avec le rapport.

Henri BORDEAUX
de l'Académie française

DEMANDEZ A CETTE GARDE-MALADE DE HALIFAX

Elle consent à répondre aux lettres de femmes, s'informant du Composé Végétal de Lydia E. Pinkham

Halifax, N.E.—"Je suis garde à la maternité, et ai recommandé le Composé Végétal de Lydia E. Pinkham à plusieurs femmes sans enfants, ainsi qu'à celles qui ont besoin d'un tonique. Je suis anglaise et mon mari est américain, il m'a parlé de Lydia E. Pinkham en Angleterre. J'aimerais avoir un ou deux exemplaires de vos livres sur les maladies féminines. Je garde celui que j'ai pour le prêter. Je répondrai aux lettres s'informant du Composé Végétal, avec plaisir." — Mme S. M. Coleman, 24 rue Uniacke, Halifax, Nouvelle-Ecosse.

Dublin, Ont.—"J'étais faible et irrégulière, avec douleurs et maux de tête, et incapable de dormir la nuit. Les lettres lues dans les journaux m'ont engagée à l'essayer, car je voulais devenir mieux. Les résultats ont été bons, car je suis bien plus forte, et ne souffre plus des vilains maux de tête d'autrefois, et suis plus régulière. J'engraisse tout le temps et dis à mes amies quel genre de remède je prends. Utilisez ma lettre pour aider aux autres." — Mme James Racho, casier 12, Dublin, Ontario.

GLORIA SWANSON dans "MADAME SANS-GENE"

Madame Sans-Gêne, la nouvelle vue "Paramount" de Gloria Swanson qui sera représentée au théâtre Capitol à partir de samedi, est un véritable événement théâtral. Toute la pièce a été filmée à Paris avec le concours du Ministère des Beaux-Arts.

Au début de la pièce, Madame Sans-Gêne est une blanchisseuse qui a parmi ses clients le jeune Napoléon Bonaparte. Plusieurs années après, le sergent Lefebvre, qui a épousé Sans-Gêne, se distingue dans l'armée de Napoléon et obtient le bâton de maréchal. Sans-Gêne, devenue la duchesse de Dantzig, a ses entrées à la cour où elle fait de sérieux accrocs à l'étiquette. Cependant elle réussit sans peine à gagner les bonnes grâces de l'Empereur, ce qui lui permet de jouer un rôle important dans les difficultés domestiques de Napoléon avec l'impératrice Louise et le comte Neipperg. Grâce à son habileté, un désastre est évité et son crédit devient de plus en plus grand auprès de Napoléon.

SERIEUX MAUX DE REINS

M. Werner Swamstrom, de Port Loring, Ont., écrit: "J'ai souffert longtemps de maux de reins et ai consulté plusieurs docteurs sans trouver de soulagement. Un des docteurs m'a même dit que j'avais la maladie de Bright et m'a ordonné d'arrêter mon travail. Finalement j'étais devenu si faible que je pouvais à peine marcher. Trois bouteilles de Novoro du Dr Pierre m'ont rendu la santé et je me suis bien porté depuis". Cette préparation végétale si expérimentée est connu du monde entier pour son effet salutaire sur les reins et les organes d'excrétion. Elle ne manque jamais de faire son effet. Ce n'est pas un article de pharmacie pour le commerce, des agents spéciaux seulement peuvent le procurer. Ecrire au Dr Peter Fahrney & Sons Co., 2501 Washington Blvd., Chicago, Ill.

Livré exempt de douane au Canada.

JEUNE A 50 ANS

Les pastilles de nouvelle vie du Dr Legard donnent aux vieux comme aux hommes d'âge mur la jeunesse, l'énergie et l'aplomb. Elles retardent la décadence mentale et physique, prolongeant ainsi la vie. Elles préservent les artères et les tissus. Les affligés de la surdité et des mille incommodités qui en dérivent, tel que le bourdonnement de la tête, en reçoivent un soulagement immédiat et un sommeil calme et réparateur s'en suit. La tristesse, la dépression et la nervosité sont chassées par l'action de ces pastilles de vie. Les rides, la pâleur disparaissent, la peau devient brillante unie et élastique et la complexion claire et douce. Pensez donc que les bienfaits d'une santé parfaite sont la propriété d'un bien petit nombre; que la joie vient d'une apparence jeune jeune et d'un sang pétillant, des yeux brillants et des joues rouges de santé. Pensez à la beauté d'une vie heureuse et au temps dix ans en arrière. Pouvez-vous ainsi manquer une telle occasion. Il n'y a aucun régime austère à suivre, point de diète et ses malaises. Au contraire, cela donne à tout le système un surcroit d'énergie et une nouvelle vigueur de corps et d'esprit. Pourquoi ne pas avoir l'apparence d'une personne de 30 ans plutôt que celle d'une personne de 50 ans... Ne marchandez point. Commencez tout de suite ce traitement. Vous ne regretterez jamais le petit montant dépensé pour un bienfait inappréciable, celui de la santé. Le prix de ces merveilleuses pastilles, inclus les frais de poste, est de $2.00 la bouteille qui est envoyée sur réception du montant. Procurable seulement de

Dr. Legard's Laboratories
106 LIVERPOOL ROAD BARNSBURY
LONDON, ENGLAND.

LA GRANDE OFFENSIVE PROTECTIONNISTE

(Suite de la page 2)

en réglementer son instruction, ce sont des cris de paon. M. Doucet, le vaillant député de Kent, a revendiqué à la Chambre des Communes les droits du français, ses collègues de Québec ont ri.

Et l'orateur, dans une vibrante péroraison, nous demande comme dans un roman d'Henri Bordeaux, de penser aux morts dont nous foulons la terre qui les recouvre et qui savent que nous délaissons les droits qu'ils nous ont acquis; ils nous supplient de défendre la race, et comme le héros du romancier, nous dirons: Maurice, je serai ton défenseur!

Alfred Mathieu

Il a abandonné le parti ouvrier parce qu'il n'y a pas de stabilité par les partis par groupe, donc pas de prospérité et la misère partout.

Les cabinets européens changent souvent parce qu'il n'y a pas de stabilité.

On fait venir des émigrés, on paie leur passage et on leur donne $80.00, et vous devez payer de votre poche pour "fouter le camp aux Etats".

Murdock a terrassé la classe ouvrière. Du reste à Ottawa comme à Québec le ministère du Travail c'est de l'opium pour endormir les ouvriers.

On dit que Meighen est l'homme le plus maudit. Ce n'est pas lui l'auteur de la conscription. En 1914, au mois d'aout, la session d'urgence a donné carte blanche au gouvernement. Il y avait la loi de la milice qui envoyait au feu tout homme de 18 à 60 ans. King est un hypocrite et le pays est dans la misère. On a diminué les droits sur les machines agricoles et elles se vendent deux piastres plus cher.

On a changé il y a quatre ans, on va changer encore cette fois-ci et si ça ne fait pas dans quatre ans, on changera encore.

M. Albéric Lavergne

Il n'était pas venu pour parler mais pour écouter.

Armand, mon cousin est très populaire quoi qu'en dise le "Canada", et dans Rimouski lors de la campagne fédérale, vu mon nom on me prenait pour lui et on me faisait fête.

Le "Canada" d'hier disait, entre la protection et le libre-échange M. King a choisi la meilleure chose: ne rien faire.

Dans votre quartier, la manufacture Ames-Holden est à la veille de fermer.

Les chaussures d'Allemagne où l'on travaille pour 18 sous par jour, arrivent ici par l'Angleterre marquées "Made in England", et nous forcent à fermer nos indus- Monty et Meighen et avec eux triomphera la protection tries. Cessons nos luttes, unissons-nous derrière MM. qui nous amènera la prospérité.

Hon. M. Monty

Il est l'objet d'une chaleureuse réception. Il nous dit qu'il habite depuis 25 ans ce quartier. Ne voyez pas en moi celui qu'on appelle un chef, mais je suis ici comme citoyen du quartier et de Montréal pour vous exposer ma manière de voir sur les grands problèmes qui se posent à notre attention. Je ne m'adresse pas aux conservateurs ni aux libéraux, mais aux citoyens libres. Beaucoup de libéraux, comme sir Lomer Gouin et plusieurs autres ont abandonné leur parti parce qu'avant leur parti, ils aimaient leur pays.

En 1921, les libéraux prêchaient une politique tarifaire différente dans les diverses parties du pays.

Les capitalistes n'ont pas osé risquer d'argent d'où l'instabilité et la crainte; en 1923 nous avons eu un budget libre-échangiste. Nous voulons une politique qui donne justice à toutes les races et toutes les religions. Disons adieu à l'esprit de parti. M. Lavergne, vous êtes venu à nous, si mon parti ne tient pas ses promesses vous vous en irez et je vous suivrai.

Notre campagne s'annonce belle et victorieuse.

Les Etats-Unis ont par trois fois élevé leur barrière tarifaire et par trois fois nous avons abaissé les nôtres, et nous petit peuple de moins de 9,000,000 d'âmes, sommes envahis par les marchandises que nous envoie ce grand pays de 125,000,000 d'habitants.

On dépense $9,000,000 pour amener des rebuts d'Europe au pays, et nous avons perdu des centaines de mille des nôtres; rien n'a été fait pour les arrêter sur la route de l'exil ou pour les ramener.

Le gouvernement canadien, d'après une déclaration officielle et non démentie de l'honorable secrétaire pour les colonies à la Chambre des Commune sanglaise, s'est engagé à donner de l'emploi à tout émigré anglais venant ici sous l'empire de la loi Empire Settlement. Il y a 2,500,000 sans-travail en Angleterre et s'ils viennent tous ce sera 2,500,000 des nôtres qui seraient obligés de nous quitter.

La France, la Belgique, l'Angleterre, travaillent à meilleur marché que nous; leurs marchandises arrivent ici couvertes par l'étiquette Made in England et ils profitent de la préférence britannique.

Ecoutez, je pèse mes paroles: Nous voulons la préférence britannique pour ce que nous ne fabriquons pas, mais par contre l'Angleterre recevra nos marchandises aux mêmes conditions. Donnant donnant. Un petit enfant demande protection à son père ou à sa mère, notre pays est jeune, il a besoin de protection, nous la lui donnerons.

Des hommes comme MM. Desrochers et Lavergne, anciens libéraux, ont abandonné leur parti pour se joindre à nous et sauver notre pays. Il nous faut les saluer très bas car ils sont francs et courageux.

Nous continuerons notre campagne, dimanche nous parlerons à Hull et le soir à Ottawa. Partout nous aurons la même doctrine et le même drapeau. Et nous continuerons jusqu'à la victoire qui s'en vient.

Armand Lavergne

Salué d'enthousiastes acclamations, il prend la parole pour dire qu'il peut garantir aux chefs du parti que la ville de Québec enverra 3 conservateurs siéger au parlement d'Ottawa.

En 1921 j'ai fait comme vous, j'ai voté rouge; mais tout avait été présenté sous un angle spécial. Ne nous laissons plus à présent aveugler par les mensonges et les calomnies.

Nous étions contre la guerre et les libéraux se disaient contre la guerre.

On disait que la guerre était le fait des bleus.

La conscription c'est notre faute à tous; pendant vingt ans nous avons été saturés d'impérialisme. En 1899 Laurier a envoyé des troupes au Transvaal contre un petit peuple de 300,000 hommes.

Sir John avait refusé en 1895 de participer à la guerre du Soudan. Bourassa et Lavergne dénoncèrent la guerre du Transvaal.

Le doigt était mis dans l'engrenage.

En 1904, Laurier amenda la loi: tout le monde devait être soldat pour défendre le Canada même en dehors du pays. Quand vint la question de la marine nous disions qu'elle serait obligée de participer aux guerres, on se moqua de nous.

Et puis les Fielding, les McDonald, les Murdock ont été en faveur de la conscription et font maintenant partie du gouvernement.

Ernest Lapointe et Bureau ont voté en faveur du principe de la conscription en votant contre l'amendement Barrette soutenu par 9 seulement des députés conservateurs. J'étais contre la participation et j'ai été accusé de trhison: mais si j'avais été pour la participation j'aurais été pour la conscription, j'étais contre la guerre et je me suis enrôlé, le gros Lapointe était pour et il ne s'est pas enrôlé. Sans la loi Meighen tous auraient été soldats et la loi Meighen a permis les cas d'exemption.

A la prochaine guerre ce sera encore la même chose, car il nous faudra au moins vingt ans pour nous débarrasser de la couche d'impérialisme que le régime Laurier nous a mise sur le dos.

On affirme, sans preuve que M. Meighen aurait dit lors de l'affaire d'Angora: Si j'étais au pouvoir je dirais "I am ready"; c'était il y a trois ans; mais M. King a dit la même chose l'année dernière.

Laurier disait: Vous entendrez tinter la prospérité dans vos poches; l'entendez-vous tinter cette prospérité actuellement?

Allez voir tous les matins, les centaines de miséreux qui à la porte de nos institutions de charité attendent de la soupe pour leur famille.

Nous pouvons résister à la concurrence américaine et à la préférence britannique.

L'Angleterre seule a le libre-échange, mais elle n'a pas de matières premières et c'est une île.

Tous les pays ont un tarif protecteur élevé.

Nous voulons garder nos gens au pays; ils s'en vont en si grand nonbre que dans vingt ans nous aurons perdu plus que la population de toute la province. Et les émigrés que nous importons auront pris notre place. Un pays outre son capital humain, a son capital de race et de croyances et d'idées. Nous croyons à l'au-delà et à la survivance des morts. Et que diront-ils ces morts qui nt peiné, lutté, suffert pour créer ce pays et y maintenir notre prépondérance, en voyant que nous avons remplacé ceux qui l'habitaient par des étrangers aux moeurs et aux dogmes en contradiction avec les nôtres, quand ils verront que nous avons ruiné notre pays pour rester rouges ou bleus.

En 1921, en voyant 65 députés qui formaient presque la totalité du parti libéral nous nous disions: enfin, l'heure de la justice a sonné.

Nos droits on tété violés partout: mais depuis 1921 c'est encore pire.

Tous les moutons qui soutiennent King laissent persécuter la langue.

M. Doucet demande des bulletins de commerce en français: seuls trois moutons se dérangent: M. Archambault qui veut être juge, M. Vien qui veut être sous-ministre, et M. Mercier qui veut quelque chose sans bien savoir quoi. Et ces trois moutons se dérangent pour l'appuyer? Non, pour rire de lui.

On n'a pas les timbres ni la monnaie bilingues.

Sous Meighen, sur 19 sous-ministres il y en avait 9 canadiens-français, et sous King il y en a 3, et l'un est un renégat.....

Pas de formules de douane en français. Le gros Lapointe a pris comme sous-ministre un Anglais qui ne parle pas le français.

Retournons vers ceux qui dorment et disons-leur: debout les morts. Venez défendre la race, venez défendre notre langue.

J'ai confiance en M. Meighen qui est droit et franc et un ami des nôtres. Si M. Ferguson laisse espérer un prochain règlement de la question scolaire en Ontario, c'est aux efforts persévérants de M. Meighen que nous le devrons.

Après vingt ans de luttes et d'efforts je crois avoir le droit de connaitre ces questions, et je me plais à rendre témoignage à M. Meighen.

Après un vote de remerciements au président, l'assemblée se dispersa.

Encore une bonne étape dans la campagne qui continue.... n'en déplaise au journal de Rinfret.

VERAX